

## ISRAËL ET LE LIBAN : LIAISONS DANGEREUSES

Par **Emmanuel Navon**, géopolitologue, professeur à l'Université de Tel-Aviv et au Centre interdisciplinaire de Herzliya, et chercheur au Jerusalem Center for Strategic Studies (JISS) et au Forum Kohelet.

**L**es relations entre Israël et le Liban sont anciennes et existaient déjà sous l'Antiquité (1). Au XX<sup>e</sup> siècle, les relations précédèrent l'indépendance du Liban en 1943 et celle d'Israël en 1948. L'alliance tacite entre les juifs de Palestine et les chrétiens du Liban remonte en effet à l'établissement des mandats moyen-orientaux après la Première Guerre mondiale. Le primat de l'Église maronite, Antoine Pierre Arida, faisait l'éloge dans les années 1930 de « ces juifs courageux qui font face à des hordes de musulmans » (à l'époque, les chrétiens du Liban, comme les juifs de Palestine, ne voulaient pas devenir minoritaires dans des pays majoritairement musulmans). Il y avait des contacts réguliers, à l'époque des mandats, entre dirigeants sionistes et maronites. Arida témoigna d'ailleurs en faveur du mouvement sioniste, en 1947, à la Commission spéciale des Nations Unies pour la Palestine (UNSCOP). De nombreux juifs palestiniens se battirent également aux côtés des Forces françaises libres au Liban (2). Mais les chrétiens ne devinrent pas les maîtres du Liban multiconfessionnel. Dès les années 1950, Israël songea à aider les chrétiens. En 1954, David Ben Gourion évoquait, vaguement, l'idée de soutenir les chrétiens du Liban. En 1955, Moshé Dayan fut plus concret en parlant d'une intervention militaire israélienne pour venir en aide aux chrétiens (l'idée fut

repoussée par Moshé Sharett, alors ministre des Affaires étrangères). Israël finit pourtant par s'impliquer vingt ans plus tard.

### L'implication historique d'Israël au Liban

Après la guerre meurtrière de 1970 entre la monarchie hachémite de Jordanie et l'OLP (le fameux « Septembre noir »), Arafat et ses troupes se replient vers le Liban où vivent déjà des réfugiés palestiniens de la guerre de 1948. L'OLP établit alors au Liban, déjà en proie à des luttes fratricides, un véritable État dans l'État qui contribuera à l'éclatement de la guerre civile en 1975. Lorsque l'armée syrienne envahit le Liban en 1976, les troupes phalangistes (chrétiennes) demandent à Israël d'intervenir en leur faveur. Le gouvernement d'Yitzhak Rabin hésite, mais finit par envoyer des armes aux forces de Bachir Gemayel. Les services de sécurité israéliens étaient divisés sur la question du Liban : l'unité de renseignement de Tsahal était sceptique et pensait que les Maronites n'étaient pas fiables ; le Mossad, en revanche, était favorable à une alliance militaire. En 1977, alors que l'OLP commençait à tirer des roquettes sur le Nord d'Israël, le nouveau gouvernement de Ménéchem Bégin trancha en faveur du Mossad.

Les tirs de roquettes de l'OLP vers le Nord d'Israël se poursuivirent, ainsi qu'une attaque terroriste dans le kibboutz Misgav Am en avril 1980. Mais c'est l'attentat de l'organisation d'Abu Nidal contre l'ambassadeur d'Israël au Royaume-Uni (3) qui déclencha la guerre du Liban en juin 1982. La guerre tourna vite au fiasco. D'abord parce que le ministre israélien de la Défense, Ariel Sharon, manipulait le gouvernement. Ensuite parce que les Maronites s'avèrent être de piètres alliés. Sharon parvint à faire expulser Arafat et ses troupes à Tunis, mais l'espoir d'une restauration chrétienne s'effondra. Le chrétien Bachir Gemayel fut assassiné peu après son élection à la présidence en août 1982. Les chrétiens se vengèrent en massacrant des Palestiniens dans les camps de réfugiés de Sabra et Chatila. Ariel Sharon, accusé par une commission d'enquête de n'avoir pas pris toutes les précautions pour empêcher cette vengeance sanglante, fut acculé à la démission.

### Des espoirs déçus à la menace permanente

Le général Amos Gilad résuma ainsi l'aventure libanaise d'Israël : « Nous nous sommes alliés à un partenaire inexistant, à un gang de charlatans qui nous a fait croire que nous pourrions établir ensemble un nouveau Proche-Orient. » Loin de reprendre le contrôle du pays, les chrétiens du Liban étaient marginalisés. L'armée syrienne avait certes subi de sérieux revers (4), mais elle renforça sa présence au Liban après le retrait de l'armée israélienne. L'OLP a bien été exilée vers la Tunisie, mais uniquement pour être remplacée à terme par le Hezbollah, une milice chiite pro-iranienne. Si Israël a maintenu une présence militaire au Sud-Liban en continuant d'occuper le Sud du pays (environ 10 % de sa surface totale), la guérilla du Hezbollah a « vietnamisé » le conflit. Ce n'est qu'en juin 2000 qu'Israël (sous le gouverne-

ment d'Ehud Barak) se retira unilatéralement, et de façon précipitée, du Sud-Liban. Le Hezbollah, qui refusa de désarmer en dépit de l'Accord de Taëf de 1989, prit le contrôle des zones évacuées par Israël.

Dès le retrait israélien, le Hezbollah commença à lancer des tirs de roquettes et conduisit des raids dans le Nord d'Israël (quelque 200 entre l'été 2000 et l'été 2006). Le 12 juillet 2006, un commando du Hezbollah pénétra en territoire israélien, tuant trois soldats et en kidnappant deux – ce qui déclencha la Seconde Guerre du Liban. Au cours de cette guerre asymétrique qu'Israël ne parvint pas à gagner, se jouait également une guerre par acteurs interposés entre Israël et l'Iran.

### La montée en puissance du Hezbollah

Depuis, l'arsenal militaire du Hezbollah n'a cessé de croître. Ce dernier est aujourd'hui l'acteur non étatique le plus armé du monde. Bien qu'il se présente comme un parti politique libanais, son armée est de loin supérieure à celle du Liban. Selon la plupart des estimations, l'armée du Hezbollah dispose de : d'un budget militaire annuel d'un milliard de dollars, financé essentiellement par l'Iran ; de quelque 50 000 soldats (dont 30 000 réservistes) formés par les Gardiens de la Révolution iranienne ; d'un arsenal de 100 000 missiles (rares sont les pays en possédant autant) cachés et protégés par un système souterrain de tunnels, de bunkers, et de camouflage. Enfin, l'Iran finance et fournit la majeure partie de l'équipement militaire du Hezbollah, qui est transféré via la Syrie.

Le Hezbollah est donc plus qu'un État dans l'État : c'est un État surarmé qui contrôle le Sud d'un État faible (le Liban) et qui est contrôlé par un État étranger (l'Iran). Pour Téhéran, le Hezbollah est censé dissuader, voire neutraliser Israël en cas



Alors que le Hezbollah libanais a joué un rôle crucial en Syrie – où il a accumulé une expérience opérationnelle qui inquiète Israël –, l'armée de l'air israélienne a mené de nombreux raids en Syrie pour empêcher le transfert d'armes de pointe au Hezbollah. (© Major Ofer/Israeli Air Force)



Poster du chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, dans une ville du Sud-Liban. En janvier 2017, une étude du *think-thank* israélien Institute for National Security Studies (INSS) estimait que le Hezbollah demeurerait la menace militaire la plus grave pesant sur Israël, même si le risque d'une nouvelle confrontation avec le Hamas semble plus élevé. (© Shutterstock/Catay)

d'affrontement avec l'Iran : en cas d'une décision israélienne d'attaquer les centrales nucléaires iraniennes, le Hezbollah pourrait ainsi mener une contre-offensive dévastatrice dans le Nord d'Israël, avec le Hamas depuis la Bande de Gaza au Sud. Des tirs de missiles simultanés du Hezbollah et du Hamas pourraient atteindre des points névralgiques tels que la centrale nucléaire de Dimona, l'aéroport Ben Gourion, les champs gazifères près des côtes israéliennes, et les centrales électriques.

## Vers un possible conflit entre Israël et le Liban ?

La Seconde Guerre du Liban a montré les limites d'une armée de l'air puissante face à l'arsenal de missiles du Hezbollah. D'où la décision d'Israël, récemment annoncée par son ministre de la Défense Avigdor Liberman, d'investir plusieurs milliards de dollars dans un arsenal de missiles à longue portée. Israël dispose de missiles à haute précision qui peuvent porter des ogives nucléaires (tels les missiles Jéricho et Delilah) mais pas d'un arsenal de missiles à longue portée. L'annonce de Liberman constitue donc un tournant et une réponse perçue par certains comme tardive à la Deuxième Guerre du Liban. Le fait que Liberman ne soit pas un militaire, contrairement à ses prédécesseurs, explique sans doute qu'il ait eu l'idée des missiles de longue portée et qu'il ait réussi à s'imposer face à un état-major récalcitrant.

En cas de guerre entre Israël et le Hezbollah, l'État libanais ne serait sans doute pas épargné du fait de ses liens étroits avec le Hezbollah. Non seulement parce que le Hezbollah fait partie du gouvernement libanais, mais aussi parce que l'armée libanaise coopère *de facto* avec l'armée du Hezbollah. En août 2018, les Gardiens de la Révolution iranienne ont fait livrer des armes et des systèmes avancés (tels des GPS pour missiles) au Hezbollah via l'aéroport international de Beyrouth, qui est contrôlé par l'armée libanaise. En septembre 2018, Tsahal a révélé que l'armée

libanaise et le Hezbollah opèrent de concert au Sud-Liban et que les soldats du Hezbollah portent parfois les uniformes de l'armée libanaise. Les deux armées patrouillent ensemble, souvent dans les mêmes véhicules. L'armée libanaise ne fait rien pour empêcher la présence militaire du Hezbollah au sud de la rivière du Litani comme l'exige la résolution 1701 du Conseil de Sécurité de l'ONU, et l'UNIFIL (Force intérimaire des Nations Unies au Liban) s'est plaint en février 2018 du fait que l'armée libanaise ne lui laissait pas remplir sa mission. D'où la déclaration d'Avigdor Liberman, en octobre 2017, que l'armée libanaise est devenue partie intégrante du Hezbollah, ce qui fut confirmé en août 2018 lorsque le chef d'État-major de l'armée libanaise a déclaré que le Liban se battrait aux côtés du Hezbollah en cas de guerre avec Israël. Le contentieux entre le Liban et Israël sur les champs gaziers limitrophes de leurs eaux territoriales respectives ne fait qu'ajouter aux sources de tensions entre les deux pays.

Les relations entre Israël et le Liban sont donc devenues explosives, mais le Liban et le Hezbollah ne sont pas des acteurs autonomes. C'est de l'Iran que le Hezbollah reçoit son financement, ses armes, et ses instructions. Le gouvernement libanais n'agira pas de son propre chef vis-à-vis d'Israël, mais il sait qu'en cas de guerre, il paiera le prix de sa connivence avec le Hezbollah. La force de dissuasion d'Israël vis-à-vis du Hezbollah a fait ses preuves depuis 2006, mais elle ne sera testée à terme que par l'issue de la confrontation entre Israël et l'Iran.

Emmanuel Navon

### Notes

(1) Le cinquième chapitre du premier Livre des Rois (dans la Bible hébraïque) fait état d'une alliance militaire entre le roi Salomon et le Liban.

(2) Ce fut le cas du jeune Moshé Dayan, qui perdit un œil lors d'une opération militaire contre les forces de Vichy et de Maurice Fischer, un juif belge qui émigra en Palestine britannique en 1930, qui fut décoré pour sa prouesse et nommé ambassadeur d'Israël en France.

(3) Shlomo Argov restera paralysé et hospitalisé pour le reste de sa vie.

(4) Son système de missiles anti-aériens a été anéanti par l'aviation israélienne.



## ISRAËL

### CHEF DE L'ÉTAT

Reuven Rivlin (depuis le 24 juillet 2014)

### CHEF DE GOUVERNEMENT

Benjamin Netanyahu (depuis le 31 mars 2009)

### SUPERFICIE

22 072 km<sup>2</sup> (151<sup>e</sup> rang mondial)

**CAPITALE :** Non reconnue internationalement

### POPULATION

8 millions d'habitants

### RELIGION

Juifs (76 %), musulmans (17 %), chrétiens (1,5 %).

## LIBAN

### CHEF DE L'ÉTAT

Michel Aoun (depuis le 31 octobre 2016)

### CHEF DE GOUVERNEMENT

Saad Hariri (depuis le 18 décembre 2016)

### SUPERFICIE

10 452 km<sup>2</sup> (166<sup>e</sup> rang mondial)

**CAPITALE :** Beyrouth

### POPULATION

6 millions d'habitants

### RELIGION

Musulmans (58 %), chrétiens (36 %), druzes (5 %).

## LE CONFLIT

**INTENSITÉ** Niveau 2 (crise non violente)

**OBJET** Territoire, système/idéologie

**PARTIES AU CONFLIT** Hezbollah **vs** gouvernement

**DURÉE** Depuis 1982

**VICTIMES** 1200 morts côté libanais et 160 côté israélien au cours du conflit de 2006. Ce conflit a généré 916 000 déplacés.

Sources : HIIK, CIA, Council on Foreign Relations